

---

## **NOUVELLES SUR LE COTON – 2 novembre 2006**

### **Les Ministres du C4 à Washington, DC : défendre la cause du coton africain aux Etats-Unis**

---

Les 25 et 26 octobre derniers, trois ministres du commerce et un ministre délégué à l'Agriculture du C4 ont porté haut les couleurs du coton africain aux Etats-Unis. Monsieur Moudjaïdou Issifou Soumanou, Ministre du Commerce du Bénin, Monsieur Bonoudaba Dabiré, Ministre Délégué à l'Agriculture du Burkina Faso, Monsieur Choguel Kokalla Maïga, Ministre du Commerce du Mali et Monsieur Youssouf Abbassalah, Ministre du Commerce du Tchad ont passé deux jours à Washington pour défendre la cause du coton africain auprès des autorités américaines comme de la société civile, du monde académique et du milieu des producteurs américains de coton. Le Président Compaoré lui-même a participé en vidéoconférence depuis Ouagadougou à une Conférence de presse du C4, prouvant une fois de plus son engagement ferme sur le dossier.

### **Réunion de coordination ministérielle du C4**

Les Ministres africains et leurs Ambassadeurs basés à Genève et Washington se sont réunis le 24 octobre au soir pour faire le point sur le Cycle de Doha et le dossier coton, sous ses aspects commerce et développement. Ils se sont également mis d'accord sur les grandes lignes d'une feuille de route pour défendre ce dossier les mois à venir.

### **Bilatérales**

Dans la journée du 25 octobre, les Ministres africains ont rencontré les proches collaborateurs des Membres du Parlement. Dans le contexte des élections à venir, la présence de près de 15 d'entre eux à cette rencontre était positive, même si les membres du Parlement eux-mêmes, actuellement en campagne, n'ont pu être présents. Le C4 a saisi l'occasion de cette visite à Washington pour entamer un dialogue – jusqu'à présent confiné à l'administration – avec le législateur américain puisque c'est lui qui votera la prochaine Farm Bill. Les discussions, constructives et stimulantes, ont permis aux Ministres du C4 de sensibiliser ces acteurs clé aux conséquences des subventions au coton des pays riches sur leurs économies.

Ils ont ensuite discuté avec la Représentante américaine pour le Commerce, Madame Susan Schwab, et le Secrétaire à l'Agriculture américain, Monsieur Mike Johanns. Selon les représentants du C4, les autorités américaines ne voient guère de solutions aux demandes africaines sans accord global sur l'agriculture à l'OMC. Elles ont en revanche réaffirmé leur engagement en faveur de la reprise et de la conclusion des négociations multilatérales. Dans son compte-rendu officiel, le bureau de la Représentante pour le Commerce a rappelé la suppression des programmes de subventions à l'exportation (Step 2) et n'a pas manqué de citer les millions de dollars octroyés au Bénin et au Mali dans le cadre du Millenium Challenge Account. Les Africains reconnaissent la valeur de ces projets de développement mais il n'en demeure pas moins qu'ils ne répondent pas au problème des distorsions dues aux subventions au coton.

Les attentes du C4 ont été largement remplies, même si aucune avancée notoire n'a été observée. En effet, les Etats-Unis ont à nouveau répété leur position habituelle sur la nécessité d'un accord sur l'agriculture avant d'envisager un résultat pour le coton. Ils ne sont à aucun moment entrés substantiellement en matière sur les problèmes des subventions. Cette situation était prévisible et attendue. L'objectif de ces rencontres résidait surtout dans la volonté de reprendre et de continuer le dialogue, interrompu depuis la suspension des négociations, entre les autorités africaines et américaines. Le C4 a également clairement démontré son attachement au système multilatéral et sa volonté d'une reprise des négociations.

### **Conférence de presse<sup>1</sup>**

La Conférence de presse du C4 s'est tenue au prestigieux National Press Club. Elle a été introduite par l'allocution de Son Excellence Monsieur Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, qui s'est exprimé<sup>2</sup> en direct de Ouagadougou par vidéoconférence et a répondu aux questions des journalistes.

Le président a insisté sur la situation catastrophique que doivent affronter aujourd'hui les pays du C4, pour qui le coton revêt une importance vitale dans l'équilibre socio-économique de la région et dans la lutte contre la pauvreté. Il a réaffirmé la confiance des pays africains dans le système commercial multilatéral et sa conviction que la meilleure solution ne pourrait être trouvée que dans la négociation. Il en a appelé à la responsabilité du Président américain et des Membres du Parlement au moment où doit se renégocier la Farm Bill.

---

<sup>1</sup> Retranscription de la conférence de presse sur <http://www.agritrade.org>

<sup>2</sup> C.f. site de la Présidence du Burkina Faso : [www.presidence.bf](http://www.presidence.bf)

Le Président s'est prêté au jeu des questions puis a laissé aux ministres du C4 le soin de prolonger le débat avec les journalistes. L'une de ces questions portait sur la possibilité que le C4 dépose une plainte auprès de l'Organe de Règlement de Différends de l'OMC contre les Etats-Unis, au même titre que le Brésil en 2002. Le président Compaoré et les Ministres africains ont clairement exprimé leur préférence pour une solution dans le cadre des négociations ou par un changement de régime américain, par exemple à travers la nouvelle Farm Bill. Cependant, ils ont ajouté que le cas échéant, ils n'excluaient pas d'utiliser tous les moyens qui s'offrent à eux pour défendre leurs intérêts, y compris le règlement de différends, en tant que mesure de dernier recours.

### **Conférence sur le coton**

Le jeudi 26 octobre, une conférence sur le coton s'est tenue au Woodrow Wilson Center. Elle était co-organisée par IPC<sup>3</sup> (International Food and Agriculture Trade Policy Center), le Woodrow Wilson Center<sup>4</sup> et IDEAS Centre. Après une introduction sur l'importance du coton en Afrique, les débats se sont organisés autour de trois panels consacrés à la question commerciale, à la compétitivité africaine et au rôle de donateurs.

La journée fut ponctuée d'interventions très variées et surtout de qualité. Outre les ministres du C4, Crawford Falconer, Président du Comité des Négociations Agricoles à l'OMC et Florizelle Liser, Assistante de la Représentante américaine au Commerce, se sont exprimés sur les problèmes du coton. Les panels étaient également composés d'universitaires, d'acteurs du développement et du commerce et de représentants des organisations de producteurs de coton, tant américains (Mark Lange, Président du National Cotton Council (NCC)) qu'africains (François Traoré, Président de l'Association des producteurs de coton Africains).

Dans ses travaux, le Professeur Dan Sumner (économiste spécialiste de l'agriculture à l'Université de Californie) a évalué à environ 10 % la hausse du cours mondial du coton en cas de suppression des subventions américaines ayant un effet de distorsion sur les prix. Le représentant du NCC a quant à lui minimisé l'impact des subventions américaines sur le coton africain. D'autre part, il a pronostiqué que ce sont les pays émergents qui bénéficieraient de l'élimination des subventions américaines et de la hausse des prix du coton au détriment du C4. Il a étayé cet argument en démontrant la stagnation de la compétitivité africaine en regard des autres pays en développement

---

<sup>3</sup> Programme et informations sur la conférence disponibles sur <http://www.agritrade.org>

<sup>4</sup> La vidéo de la conférence sera bientôt disponible à cette adresse :

[http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?fuseaction=events.event\\_summary&event\\_id=202906](http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?fuseaction=events.event_summary&event_id=202906)

producteurs de coton. Il a suggéré que les pays africains se penchent davantage sur le cas de la Chine, qui importe du coton pour produire du textile à des coups très bas excluant ainsi une rémunération équitable de la matière première. Cette situation n'est selon lui possible que grâce à des subventions cachées. Quant aux représentants africains, ils ont tenté de démontrer à quel point les subventions américaines pouvaient grever la compétitivité du coton africain - qui dispose virtuellement d'un avantage comparatif – et au delà mettre en danger la vie de 15 millions de cotonculteurs.

Le panel sur la compétitivité africaine a souligné l'importance pour les pays africains de continuer à travailler sur l'amélioration de leur rendement pour pouvoir jouir de leur avantage comparatif. Il a également été clairement établi que les pays donateurs ont un rôle à jouer dans cette perspective pour assurer que les investissements nécessaires soient concrétisés pour atteindre ces objectifs. Au-delà des habituelles déclarations d'intention des donateurs sur leur engagement en faveur des pays du C4, la nécessité d'une meilleure coordination entre les donateurs eux-mêmes et avec les autorités africaines est clairement ressortie. D'autre part, les Ministres ont réitéré l'importance d'une aide à court terme pour sauver le secteur, asphyxié dans certains pays.

Crawford Falconer s'est montré franc et sceptique quant à la reprise des négociations de Doha. Selon lui, à la fois les Américains et les Européens disposent d'une marge de manœuvre pour améliorer leurs propositions de réformes déjà existantes. Toutefois, il est évident que tant que personne ne met rien sur la table, les négociations ne pourront pas reprendre.

Florizelle Liser a à nouveau martelé la position américaine, soulignant que la proposition américaine générale dans les négociations agricoles permettait des résultats dans l'agriculture et pour le coton. Elle a donc invité les autres acteurs clé des négociations à faire des concessions pour que le Cycle de Doha puisse se conclure, y compris le dossier du coton.

#### **Que retirer de cette conférence ?**

Cette Conférence visait à discuter la problématique du coton dans son ensemble. Les débats, parfois contradictoires, ont permis à l'assemblée de saisir les complexités du dossier. Cependant, il est ressorti clairement que chaque partenaire doit remplir sa partie du « contrat moral et social » pour permettre au coton de continuer à jouer son rôle de moteur de développement.

Les questions des subventions, de la compétitivité ou de l'aide seules ne peuvent régler le problème actuel du coton. Pour s'assurer d'un secteur du coton au service du développement, un réel partenariat, où chacun joue son rôle, est désormais nécessaire.

Il est urgent que le marché international soit libéré de toutes distorsions. Les pays développés doivent impérativement agir et cesser de se cacher derrière des discours politiques. Il a été suffisamment répété que le coton représente un cas d'école pour le Cycle de Développement de Doha. Prétendre que les Africains ne bénéficieront pas de la libéralisation du marché n'est qu'une excuse – au demeurant lamentable – pour ne pas entamer les réformes internationales. C'est au marché de décider de cette situation. Se cacher derrière le blocage des négociations et la culpabilité des autres acteurs n'exonère pas les pays les plus puissants de la planète de prendre leurs responsabilités et de réformer leur secteur du coton, ne serait-ce que dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ces prétextes sont hors de propos.

Ce partenariat implique également que les pays africains assument leur part d'engagement et continuent à travailler sur l'amélioration de leur compétitivité. L'avantage comparatif n'est pas un élément figé dans le temps et doit être défendu constamment. Malheureusement, le C4 n'a pas pu investir autant que nécessaire dans le secteur du coton à cause notamment du manque à gagner de ces dernières années. C'est pourquoi les bailleurs de fonds doivent désormais déboursier les fonds promis. Au niveau du court terme, la communauté internationale devra se mobiliser de toute façon, car la situation devient réellement catastrophique. Il serait plus judicieux de le faire maintenant pour éviter de jouer au pompier. Avec le blocage des négociations, l'aspect développement du secteur coton revêt une importance accrue. L'aide ne doit pas se substituer à une solution commerciale mais elle devient urgente non seulement pour la situation à court terme mais également pour que le C4 puisse investir dans un secteur coton durable et compétitif dans l'optique d'une libéralisation commerciale. Des idées pour organiser des conférences internationales sur l'aide au coton ont fusé. Certains acteurs ont proposé de tenir des réunions au niveau national avec les bailleurs de fonds pour coordonner l'aide et établir des stratégies propres à chaque pays.

Comme l'a clairement exprimé Crawford Falconer, la suspension, probablement durable, des négociations correspond à une réalité et doit être prise en compte. Ceci dit, le C4 doit continuer à insister sur l'urgence d'une élimination des subventions au coton ayant des effets de distorsion des échanges, que ce soit dans le cadre d'une reprise rapide du Cycle de Doha, dans le cadre d'un paquet développement, tel que suggéré par le Commissaire en charge du Commerce Extérieur de l'Union Européenne, Monsieur Peter

Mandelson<sup>5</sup> ou unilatéralement. Ceci implique que les pays africains devront redoubler d'efforts, multilatéralement et bilatéralement, pour convaincre leurs partenaires. L'aide à court et moyen termes doit désormais se concrétiser mais comme complément et non comme substitut à une solution commerciale. Une action sur tous les fronts doit être poursuivie pour que le coton ne représente plus uniquement le symbole du Cycle de Développement de Doha mais devienne également l'emblème du volet commercial du huitième Objectif du Millénaire pour le Développement<sup>6</sup>.

---

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. En liaison avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch).

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse  
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41

---

<sup>5</sup> C.f. Discours de Peter Mandelson, daté du 25 juillet 2006

<sup>6</sup> Le huitième Objectif du Millénaire pour le Développement est de « Mettre en place un partenariat pour le développement », c.f. [http://www.un.org/french/millenniumgoals/goal\\_8.html](http://www.un.org/french/millenniumgoals/goal_8.html)